

INRA

50 ans
d'un organisme
de recherche



Jean Cranney

SOMMAIRE

LIVRE I

1852-1945

La recherche agronomique en France
avant la création de l'INRA

Chapitre 1

Les stations agronomiques
et les écoles supérieures d'agriculture

Chapitre 2

L'entre-deux-guerres :
heurs et malheurs de l'Institut
des recherches agronomiques

Chapitre 3

La recherche vétérinaire pendant
la première moitié du siècle

LIVRE II

1945-1946

La création de l'INRA

Chapitre 4

La Libération et
la reconquête scientifique

Chapitre 5

Témoignages et points de vue
sur une période riche
en rebondissements

Chapitre 6

L'INRA voit enfin le jour

LIVRE III

1946-1970

L'enthousiasme

Chapitre 7

Les pionniers

Chapitre 8

Un INRA stabilisé :
pour quelle recherche ?

Chapitre 9

L'expansion

(Suite du sommaire en volet
de quatrième de couverture)

COLLECTION

Jean CRANNEY

INRA,
50 ans
d'un organisme
de recherche

Copyright INRA, Paris, 1996 ISBN : 2-7380-0674-4

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
147, rue de l'Université. 75338 Paris Cedex 07.

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 3 rue Hautefeuille, Paris 6^e.

REMERCIEMENTS

Ce livre n'est pas l'histoire officielle de l'INRA, mais le fruit d'un travail personnel de deux années, élaboré à partir de nombreux documents, études et témoignages. C'est Gilles Postel-Vinay qui m'a en effet poussé à l'écrire et, grâce à ses connaissances, à sa culture et au temps que je lui ai pris, j'ai pu bâtir un plan et trouver des archives inexploitées. Il m'a souvent indiqué diverses manières d'approfondir et d'affiner mon analyse. C'est donc à lui que vont d'abord mes remerciements.

Ils vont ensuite à l'INRA qui m'a permis de démarrer mon enquête. En particulier, Claude Viau, directeur scientifique des sciences sociales, Jean Cavailhès, chef du département d'économie et de sociologie rurales et Madame Chevalier-Le Guyader, directrice de l'information et de la communication, auxquels je dois mes moyens de travail.

Je remercie toutes les personnalités qui ont bien voulu m'accorder un entretien, base importante de cette histoire : Jacques d'Aguilar, Maurice Barbezant, André Berkaloff, René Bétrémieux, Libert Bou, Roger Bouchet, Michel Caboche, Claude Calet, André Cauderon, Philippe Chartier, Roger Crépin, Raymond Dedonder, René Dumont, Dusko Ehrlich, Guy Fauconneau, Henri Ferru, Raymond Février, Huguette Giansily, Claude Grignon, Jeanne Grosclaude, Marc Hanrot, Stéphane Hénin, Jean Keilling, Pierre Lavault, Bertrand-Roger Lévy, Claude Martin, Pierre Mauléon, Suzanne Mériaux, René Ozon, Jacques Pélissier, Pierre Piganiol, Jacques Poly, Gilles Postel-Vinay, Jean-Paul Renard, Alain Rérat, Jean Ripert, Charles Thibault, Georges Trudelle, Bernard Vial, Paul Vialle.
Leurs éléments biographiques sont accessibles au lecteur, en annexe.

Je remercie aussi les co-auteurs de cet ouvrage qui se sont engagés dans des domaines où je suis incompetent : Gilbert Jolivet, Gérard Doussinault et François Grosclaude, Stéphane Hénin et Georges Pédro, Claude Viau, Jean-Pierre Blanchon et tous les auteurs du chapitre « Des réussites visibles », Pierre Bouvarel, Claude Calet, Camille Demarquilly, Michel Desmazeaud, Claude Flanzky, Pascaline Garnot, Bernard Jalabert, Bertrand Roger Levy, Claude Martin,

Georges Pédro, Michel Plommet, Alain Rérat, Michel Simon, Charles Thibault et Claude Viau. Ils sont nommés dans les textes et leurs biographies se trouvent en annexe. La documentation utilisée est variée. Elle provient d'abord des Archives nationales. J'ai énuméré les documents consultés dans mes « sources » et j'ai indiqué les noms des archivistes qui m'ont guidé; particulièrement Madame Ghislaine Bidault de la mission des Archives nationales au secrétariat d'Etat à la Recherche. Je suis reconnaissant à Claude Béranger et à M. Poly de m'avoir donné l'autorisation de consulter les archives qu'ils ont déposées.

J'ai largement utilisé aussi les bibliothèques de l'Académie d'agriculture de France, grâce à l'aimable autorisation de M. Cauderon, secrétaire perpétuel, et au dévouement de M. Zert.

Madame Claudine Poly m'a permis de consulter des courriers, des notes et des rapports qu'elle conserve. M. Février m'a fourni un grand nombre de ses archives privées : rapports du Plan, la série complète du Bulletin de l'INRA, sa déposition à l'Institut Charles de Gaulle, et nombre de lettres, notes et coupures de presse, dont l'ensemble a constitué, avec ses commentaires, une source très riche que j'ai beaucoup utilisée et citée.

M. Péliissier m'a communiqué ses archives sur l'audit de l'INRA qu'il a présidé et, m'ayant entretenu du climat régnant à la Libération, m'a confié la reproduction de la note très personnelle de Tanguy Prigent. Il m'a permis de rencontrer M. Roger Crépin, grâce auquel j'ai pu retracer la vie de son père et trouver un portrait, reproduit grâce à Gérard Paillard. M. Ripert m'a prêté les premiers rapports du Plan concernant l'Agriculture et la Recherche. Jeanne Grosclaude a bien voulu répondre à mes sollicitations et me fournir des documents qu'elle possède du fait de ses nombreuses responsabilités.

Les documentalistes de l'INRA, particulièrement Gérard Grozel et Kirsten Rérat, m'ont fourni des pièces introuvables ailleurs... Merci à Madame Gian-sily pour sa mémoire professionnelle qui m'a été indispensable, et à Madame Hilaire du CNERNA. Que Monique Tixeront, à laquelle j'ai beaucoup demandé en recherche documentaire et en organisation de mon secrétariat, trouve ici ma reconnaissance, ainsi que Sarah Cornu qui a très bien mis en forme ce texte.

Les plus courageux sont ceux qui, découvrant mon ignorance au cours des entretiens qu'ils m'accordaient, ont bien voulu accepter de relire mon manuscrit. C'est grâce à M. Stéphane Hénin que j'ai pu développer la période qui précède la création de l'INRA. Je remercie MM. Cauderon,

Février, Poly et Thibault qui m'ont aidé dans ma rédaction avec beaucoup de patience, de ratures et de conseils. C'est grâce à eux que cet ouvrage peut refléter ce qu'a été la vie de l'INRA. Merci également à Christiane Grignon pour son aide efficace.

Puisque ce travail porte sur l'institution dans laquelle je travaille, je ne peux oublier mes collègues, d'abord les plus proches, ceux qui ont fait équipe avec moi depuis 1981 : Suzanne Bathias, Jean-Pierre Bompard, Pierre Mathal, Corinne Sert, Monique Tixeront, Bernard Vial et Claude Viau.

Je tiens aussi à associer ceux qui m'ont le plus aidé dans la direction des recherches : François Bonnieux, Jean Cavailhès, Claude Grignon, Pierre-Alain Jayet, Gilbert Liénard, Marie-Angèle de Looze, Louis Mahé, Hervé Ossard, Gilles Postel-Vinay, Pierre Rainelli et Patrick Rio.

Jean CRANNEY

NOTA BENE

– Les nombreuses citations qui émaillent cet ouvrage sont tirées soit d'écrits dont les sources sont citées en annexe (notes), soit des entretiens que j'ai eus entre octobre 1994 et mars 1996 avec de nombreuses personnalités ayant marqué l'histoire de l'INRA.

Le parti a été pris de ne mettre entre guillemets que les passages, -écrits ou enregistrés-, reproduits in extenso. Dans les autres cas, j'ai résumé les propos en en citant systématiquement la source.

– Les chapitres 3, 10, 11 et 17 sont entièrement rédigés par des auteurs qui ont bien voulu, à ma demande, apporter ainsi leur contribution à cet ouvrage et dont les noms sont bien-entendu mentionnés.

– 1989 et au-delà...

Aborder la période actuelle nécessitait d'opérer un tri difficile et délicat entre faits et interprétation des faits. Ce sera, je le souhaite, le privilège de l'auteur d'un prochain livre consacré à l'histoire de l'INRA.

L I V R E

I

LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
EN FRANCE AVANT
LA CRÉATION DE L'INRA

1852-1945

LE 18 MAI 1946, la première Assemblée nationale constituante adopte une loi qui crée l'INRA – Institut national de la recherche agronomique. Il ne s'agit là ni d'une re-fondation, ni d'une transformation, mais bien d'une création originale.

Cette création s'inscrit dans la longue histoire de la recherche scientifique agricole qui s'est développée dans des institutions que les collectivités locales ou l'Etat ont soutenues, créées ou supprimées, comme les stations agronomiques, entomologiques, mais aussi l'Enseignement supérieur agricole, l'Institut des recherches agronomiques, le Bureau de l'enseignement supérieur et des recherches agronomiques ou le Service de la recherche et de l'expérimentation. Cette histoire va léguer au nouvel institut un patrimoine : une culture, des chercheurs, des revues, des domaines, des structures et jusqu'à une partie de son nom.

Pour bien comprendre le développement de l'INRA, il importe donc d'en connaître d'abord les origines.

- CHAPITRE 1 – Les stations agronomiques et les écoles supérieures d'agriculture
 - CHAPITRE 2 – L'entre-deux-guerres : heurs et malheurs de l'Institut des recherches agronomiques – IRA
 - CHAPITRE 3 – La recherche vétérinaire pendant la première moitié du siècle
-

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

C'est parce que ce sont les chimistes qui, historiquement, ont apporté les éléments d'interprétation les plus importants à l'agriculture (longtemps avant que la biologie ne vienne mettre de l'ordre dans le vivant), que les premiers laboratoires mis à la disposition des praticiens se sont appelés « stations agronomiques ». Dans ces stations ou en dehors d'elles, se sont développées des stations œnologiques, pomologiques, séricicoles, entomologiques... mais dans l'usage courant « station agronomique » peut alors désigner une partie ou la totalité des sciences appliquées à l'agriculture. Le chercheur est un « agronome » au sens le plus général du terme. Le Comte de Gasparin, abordant ce sujet dans l'introduction de son Cours d'agriculture (1843), estime que le terme « agronomie », « usité depuis longtemps pour désigner la connaissance raisonnée de l'agriculture, a l'inconvénient de le détourner de sa signification reçue; il a aussi celui d'exprimer par son étymologie au-delà de ce qu'on voudrait lui faire dire » et il propose pour la science des terrains le mot « agrologie » qui ne lui survivra pas. En revanche, pour « l'éducation des animaux domestiques », il choisit le terme zootechnie. Le mot zootechnie vient de naître : il s'imposera rapidement.

Le terme « agricole », « science agricole », est rejeté parce qu'il est utilisé par ceux qui ne veulent voir dans l'agriculture qu'un art purement pratique, une science purement descriptive et tout ce qui convient à l'empirisme. Pour bien marquer leur différence, ceux qui veulent introduire les méthodes scientifiques qualifient leur station ou leur enseignement d'« agronomique ». C'est ainsi que naîtra un Institut national agronomique (1852) se distinguant des écoles d'agriculture comme celle de Grignon.

L'ambiguïté du terme « agronomique » rend évidemment difficile la compréhension des textes pour les non-spécialistes. En 1920, le ministre de l'Agriculture, un ingénieur agronome, réorganisant la recherche, rompt avec les habitudes en demandant à la Chambre des députés la création d'un « Office central des recherches scientifiques appliquées à l'agriculture » qui doit prendre le nom d'« Office central des recherches scientifiques agricoles ». La Loi de finances lui donnera le nom d'« Institut des recherches agronomiques » au pluriel.

En 1945, le CNRS convoque les réunions concernant la création de l'INRA avec pour objet : « la recherche scientifique agricole ». Quant à la traduction en anglais du mot « agronomique » de INRA, elle n'est pas « agronomy » mais « in agriculture ». Finalement le dictionnaire adopte la définition large du terme agronomie : « Etude scientifique des problèmes que pose la pratique de l'agriculture ».

LES STATIONS AGRONOMIQUES ET LES ÉCOLES SUPÉRIEURES D'AGRICULTURE

C'EST AU TITRE de la répression des fraudes sur la qualité des engrais que s'effectuent les premières analyses – et donc se constituent les premiers laboratoires –, destinées à l'agriculture : 28 stations agronomiques en 1878, 82 en 1900. Les travaux portent sur la nature des sols bien avant qu'ils n'abordent les problèmes d'amélioration du bétail...

Pasteur s'illustre en 1881 au 1^{er} Congrès des directeurs de stations qui se tient à... Versailles!

L'époque est rude cependant. La recherche fort hétérogène dans les écoles d'agriculture, les moyens insuffisants, mais de nombreuses et courageuses figures constituent certainement la première avant-garde des pionniers de ce qu'on appellera un peu plus tard, après 1914, la recherche agronomique... ■

UN BESOIN NOUVEAU : LA RECHERCHE ET LA CRÉATION DE STATIONS AGRONOMIQUES

Les progrès en agriculture dans cette période, même s'ils sont souvent partiels et peu spectaculaires, ne sont pas dus aux praticiens eux-mêmes mais aux hommes de laboratoire. Le comte Gasparin, petit-neveu d'Olivier de Serres et directeur du premier Institut agronomique de Versailles, écrit en 1844 dans son *Cours d'agriculture* : « Privés du secours des sciences accessoires, les faits agricoles ne constituent qu'un empirisme trompeur que l'on décore faussement du nom de pratique. C'est se faire une étrange illusion que d'attribuer la moindre valeur pour le progrès de l'agronomie à cette science mise à la portée de tout le monde qui paraît être la seule que l'on veuille encourager aujourd'hui. »

L'histoire va donner raison aux hommes de laboratoire.

Le XIX^e siècle est celui de la révolution industrielle. La chimie s'installe et s'intéresse à l'agriculture. Elle a besoin de la science et conduit l'Etat à organiser la recherche. En 1836, une ordonnance royale crée au Conservatoire des Arts et Métiers un cours public de chimie agricole confié à Boussingault. Celui-ci nourrit son cours de ses travaux personnels et en particulier des observations poursuivies en Alsace dans la ferme de Pechelbronn. La science agronomique française est fondée.

De son côté, en Allemagne, Liebig montre en 1840 que la plante puise dans le sol la totalité des éléments minéraux nécessaires à sa croissance. La théorie de l'alimentation minérale des végétaux est née. On sait l'influence qu'elle va exercer sur l'utilisation des engrais en établissant qu'il faut restituer au sol les éléments minéraux exportés.

« La chimie associée à l'expérience culturelle était devenue le principal instrument de recherche et de contrôle des faits qui avait manqué jusque-là dans l'étude de tout ce qui touche à la création végétale », écrit Albert Demolon¹.

Sur la proposition de Bobierre, un arrêté préfectoral du 23 février 1850 veut protéger les cultivateurs contre les falsifications dont ils sont victimes. L'accroissement de la consommation des engrais s'accompagne de tromperies sur la nature et la valeur des produits. Un commerce malhonnête livre sous le nom de « guanos » ou d'« engrais composés » des mélanges additionnés de substances sans valeur. Bobierre analyse les engrais. La station agronomique fonctionne essentiellement au départ comme un laboratoire d'analyses.

En 1852, dans la région nantaise, le noir animal, sous-produit des raffineries de sucre, est très recherché comme constituant un précieux auxiliaire du défrichement des landes. Mais rapidement il en est vendu beaucoup plus qu'il n'en est produit, par suite de l'addition de matières inertes (tourbe, schistes, charbon, etc.). C'est la répression de ces fraudes qui entraîne, sur l'initiative du grand chimiste Jean-Baptiste Dumas, la création du premier laboratoire qu'on peut considérer comme une station agronomique².

En effet, à partir de cette période, apparaît très progressivement le souci du « conseil de fumure » avec deux acteurs principaux : le marchand d'engrais dont l'intérêt est de vendre le plus possible, et le conseiller agricole. Ce dernier, à la fin du XIX^e siècle, tient le rôle de professeur d'agriculture, recherche la sécurité d'un diagnostic passe-partout, évite les doses excessives qui, en cas d'échec, le discréditeraient et reste prudent face à un commerce agressif. Tous deux cherchent à s'appuyer sur les résultats d'un laboratoire d'analyses devant lesquels les profanes s'inclinent, même si les gens d'expérience en connaissent les limites. Ceci va conduire à la multiplication du nombre et des tâches des stations agronomiques³.

Une enquête organisée par la commission des engrais de la Société des agriculteurs de France (dont le rapporteur est un ingénieur des Ponts et

Chaussées) note en 1878 l'existence de 28 stations qui « s'occupent spécialement des analyses d'engrais et de sols. Elles y joignent l'étude chimique des produits agricoles, spéciaux à la région, et notamment des betteraves dans le Nord et des vignes dans la Touraine et le Midi. A Montpellier, une station séricicole se crée à côté de la station agronomique. Les directeurs ont à cœur de conquérir le double titre de chimistes et d'agronomes⁴ ».

A partir de cette date, les stations agronomiques se multiplient très rapidement, surtout au nord de la Loire, essentiellement sur l'initiative de la puissance publique sous l'influence des conseillers généraux. Elles sont 82 en 1900, à peu près autant qu'en Allemagne, et ont presque toutes à leur tête une personnalité issue de la chimie.

Certaines s'entourent de champs d'expérience. Grandeau à Nancy d'abord, puis à Paris au parc des Princes. Dehéraïn crée à Grignon, en 1875, un champ d'expérience dont les parcelles sont aujourd'hui parmi les plus anciennes du monde, en deuxième position après celles de Rothamsted en Angleterre (1839), et avant celles d'Ames aux Etats-Unis (1876). Dans les stations qui en disposent, les directeurs qui souhaitent dépasser le stade des analyses agricoles étudient la nature des sols, leurs constituants et certains problèmes de nutrition végétale : ils font de la recherche.

Leur activité se manifeste dans une publication créée en 1883 : les *Annales de la science agronomique française et étrangère* qui, pendant 46 ans, jusqu'en 1930, publient les travaux des stations. A partir de 1930, cette publication est remplacée par les *Annales agronomiques* dont le rédacteur en chef est Albert Demolon. Elles continueront à publier les travaux ayant trait à la science du sol jusqu'en 1980.

L'œuvre accomplie trouve sa reconnaissance dans les congrès internationaux des directeurs de station. Le premier se tient à Versailles en 1881. Pasteur (membre de l'Académie d'agriculture), dont le rôle direct est considérable – protection sanitaire des élevages, technologie des produits alimentaires... –, y assiste et donne une conférence. Deux autres se tiennent à Paris en 1889 et 1900 à l'occasion des expositions universelles.

« En définitive, écrit Demolon, au cours de ce demi-siècle, les stations agronomiques, en tant que laboratoires au service de l'agriculture, ont constitué dans les diverses régions le guide nécessaire dans l'utilisation rationnelle des engrais. En même temps, elles ont jeté les bases de la science agronomique moderne, en réduisant la part de l'empirisme. »

Sur le terrain, le succès historique de cette période est le sauvetage du vignoble français envahi par le phylloxera. Les chercheurs, notamment les professeurs de viticulture à l'Ecole de Montpellier (G. Foëx, P. Viala...), organisent le greffage sur des espèces résistantes et travaillent à la sélection de

porte-greffes adaptés aux différents types de sol sur lesquels on greffe des cépages de qualité.

Les premiers efforts de la sélection méthodique des plantes ne portent que sur un très petit nombre d'espèces, et surtout des espèces de grande culture. La betterave à sucre est sélectionnée dès la première moitié du XIX^e siècle. Les travaux des Vilmorin-Andrieux résument la sélection du blé en France. En 1900, les obtentions de leurs établissements comprenaient déjà des variétés qui ont dominé le marché. L'industrie de la malterie développe la sélection de l'orge.

A l'étranger, à partir de 1900, on redécouvre les travaux de Naudin et les lois de Mendel. La connaissance plus fine du mécanisme de l'hérédité mendélienne oriente peu à peu les travaux des sélectionneurs vers des méthodes plus rigoureuses.

En France, l'Université ignorera la génétique pendant longtemps. L'enseignement de cette discipline est retardé et va conduire les chercheurs des laboratoires extérieurs à l'Université à s'occuper de l'amélioration des plantes. L'Etat, qui a pour seule préoccupation de donner des garanties aux acheteurs de semences, finance la création d'une station d'essais de semences à Paris dont le directeur est Emile Schribaux, un agronome.

Cette non-intervention de l'Etat sera fatale à l'industrie privée qui n'a pas les moyens de développer une recherche de plus en plus coûteuse. Elle amènera la recherche publique à prendre ultérieurement un rôle important dans l'amélioration des plantes⁵.

LES STATIONS ENTOMOLOGIQUES ET ZOOTECHNIQUES

La première station entomologique est créée à Rouen en 1894. Une autre sera créée à Paris la même année. Ce n'est qu'au début du XX^e siècle que l'étude méthodique des parasites des cultures et de l'organisation de la lutte contre les ravageurs devient une question de premier ordre⁶.

En 1911, la France est contrainte, par la rigueur du contrôle phytosanitaire aux Etats-Unis, de se doter d'un Service d'inspection phytopathologique de la production horticole. Marchal en dirige la section entomologique, tandis que la section cryptogamique est confiée à Prillieux, également professeur à l'INA – Institut national agronomique.

Eugène Roux, directeur des services sanitaires et scientifiques du ministère de l'Agriculture obtient, en 1912, la constitution d'un comité consultatif des épiphyties. Il disposera de moyens financiers pour subventionner des établissements de recherche.

Cinq stations d'entomologie sont créées : Châlons-sur-Marne, Beaune (qui sera transférée à Saint-Genis-Laval), Montpellier, Bordeaux et Blois.

D'autres services seront intégrés à celui des épiphyties et la station de Paris est complétée par la création d'un insectarium annexe, installé à Menton, avec le concours du syndicat des oléiculteurs de Provence.

Sous l'égide du comité, sont fondées les *Annales du service des épiphyties*, dont le rédacteur en chef est Marchal. Elles publieront les travaux relevant de leur compétence et deviendront, en 1921 avec l'IRA – Institut des recherches agronomiques – les *Annales des épiphyties*, puis en 1934, les *Annales des épiphyties et de phytogénétique*. En 1950, elles constitueront la série C des *Annales de l'INRA* intitulées *Annales des épiphyties*.

L'Etat va prendre l'initiative de l'amélioration du bétail⁷. Le but essentiel est la production de viande à bon marché pour nourrir les villes qui grossissent du fait du développement industriel. Sans se détourner du cheval qui se maintient, ou du mouton qui décroît, c'est sur les bovins que se porte l'attention. Il s'agit d'en augmenter la production grâce au croisement et imiter ainsi les réussites des pays du Nord comme la Grande-Bretagne.

En 1838, une première vacherie nationale est créée au Haras du Pin, dont l'objectif est de constituer une pépinière de reproducteurs avec du sang anglais (race Durham). On multiplie les vacheries nationales et on organise des « herd-books » et des concours. Mais les vacheries nationales, dont l'activité ne repose pas sur un travail scientifique, vont péricliter et fermer leurs portes à partir de 1860.

A une période de croisement va donc succéder une période de sélection encore d'actualité. Cette sélection se fera à partir de la population des bovins indigènes et ne commencera, avec de réels moyens, qu'un siècle plus tard.

Il faudra attendre l'apparition des contrôles laitiers et beurriers en 1895 au Danemark pour que la valeur des animaux laitiers soit exprimée par leur production. Mais, dans l'ensemble, l'accueil est réservé et, à la veille de la seconde guerre mondiale, moins de 0,2 % des vaches laitières sont contrôlées. Ce n'est qu'après la guerre que ces problèmes de zootechnie seront étudiés avec succès : les premiers chercheurs du futur INRA devront beaucoup à cet égard au Pr. Leroy, « semeur de vocations » dans le domaine animal.

L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU DISPOSITIF À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

Le décret du 27 avril 1880, qui réorganise le ministère du Commerce et de l'Agriculture, mentionne l'existence de stations de recherche, en précisant qu'elles relèvent de la direction de l'Agriculture : « (...) les stations agronomiques, séricicoles, œnologiques et viticoles, ainsi que les recherches sur la pisciculture. »

En 1881, date de la création du ministère de l'Agriculture, il existe 24 stations ou laboratoires, soit relevant directement de l'Administration centrale, soit subventionnés. La politique en matière de recherche est animée par un conseil des stations agronomiques⁸.

L'Annuaire du ministère de l'Agriculture pour 1891 définit ainsi l'objet et le fonctionnement des stations agronomiques :

« Les stations agronomiques sont les établissements dans lesquels on effectue des recherches sur toutes les questions intéressant l'agriculture : la sélection des plantes, l'acclimatation, la physiologie, animale et végétale, les engrais, etc. Elles sont destinées, concurremment avec les laboratoires agricoles, à éclairer les cultivateurs sur la composition de leurs terres, sur leurs besoins, et à les protéger contre les fraudes en matière d'engrais, de semences, etc.

Ces stations ou laboratoires sont organisés par l'Etat, les départements ou les municipalités. Ils peuvent être subventionnés par l'Etat, en raison de l'importance des travaux effectués et des services rendus. L'Etat a créé des stations s'occupant des semences, des essais de machines, des maladies des végétaux, des insectes nuisibles et de l'entomologie, des fermentations, de l'industrie laitière, de la sériciculture. »

Il faudra attendre 1915 pour voir apparaître une tentative d'organisation de la recherche proprement dite. Deux services seront alors institués :

– un service des laboratoires qui comprend le laboratoire central de recherches et d'analyses à Paris, ainsi que les stations agronomiques, œnologiques et pomologiques. Il recevra son impulsion du Comité consultatif des laboratoires⁹;

– un service des recherches sur les maladies des plantes regroupant les stations de pathologie végétale, d'entomologie, de recherches viticoles et séricicoles, ainsi que le laboratoire des fermentations et la station d'essais des semences. Il sera animé par un comité consultatif des épiphyties. Il convient de noter que ce service assure sa double activité : d'une part la police sanitaire des cultures et l'inspection phytopathologique, d'autre part la recherche proprement dite¹⁰.

Une organisation qui souligne le caractère pluridisciplinaire – et donc parfois hétérogène – de la recherche agronomique au sein du ministère de l'Agriculture.